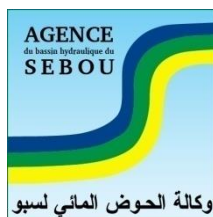


ROYAUME DU MAROC

AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU A FES



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES POUR LE MARCHE
ISSU DE L'APPEL D'OFFRES N 51/2021/ABHS-FES**

**RELATIF AUX
TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATION DES EQUIPEMENTS
HYDRO-ELECTROMECHANIQUES DES BARRAGES**

2021

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU
FES

TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATION DES EQUIPEMENTS
HYDRO-ELECTROMECHANIQUES DES BARRAGES

Marché passé après l'appel d'offres ouvert sur offres de prix, séance publique, en application de l'article 16 Paragraphe 1 Alinéa 2 et de l'article 17 Paragraphe 3 Alinéa 2 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE :

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou à Fès représenté par son Directeur.
Désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS.

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....
ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

2. cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce desous le n°.....
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....
ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE »

D'AUTRE PART

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

Membre 1 :

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu
des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce de.....Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....
ouvert auprès de.....

Membre 2 :
(Servir les renseignements le concernant)

.....
.....

Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... ..(prénom, nom et qualité)..... en tant que mandataire du groupement et
coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n°
(RIB sur 24
positions).....
ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « TITULAIRE ».

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :

Table des matières

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES 6

ARTICLE I-1 : OBJET DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES.....	6
ARTICLE I-2 : MODE DE PASSATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES.....	6
ARTICLE I-3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE I-4 : TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES	6
ARTICLE I-5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE I-6 : DELAI D'EXECUTION	7
ARTICLE I-7 : PENALITES POUR RETARD	7
ARTICLE I-8 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET DEFINITIF	8
ARTICLE I-9 : REVISION DES PRIX	8
ARTICLE I-10 : RECEPTION PROVISoire	9
ARTICLE I-11 : DELAI DE GARANTIE	9
ARTICLE I-12 : RECEPTION DEFINITIVE.....	9
ARTICLE I-13 : RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE I-14 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE I-15 : DOMICILE DU TITULAIRE	10
ARTICLE I-16 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE.....	10
ARTICLE I-17 : NANTISSEMENT	10
ARTICLE I-18 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	11
ARTICLE I-19 : RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES.....	11
ARTICLE I-20 : PROPRIETE INDUSTRIELLE	11
ARTICLE I-21 : SOUS TRAITANCE.....	11
ARTICLE I-22 : CESSION DU MARCHE - INTERRUPTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE I-23 : ASSURANCE	12
ARTICLE I-24 : AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX	12
ARTICLE I-25 : DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.....	13
ARTICLE I-26 : CHANGEMENT DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF.....	13
ARTICLE I-27 : CAS DE FORCE MAJEURE	13
ARTICLE I-28 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE.....	14
ARTICLE I-29 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DE LA MAIN D'OEUVRE	14
ARTICLE I-30 : CARACTERE GENERAL DES PRIX	14
ARTICLE I-31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	14

ARTICLE I-32 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	14
ARTICLEI-33 : MODE DE REGLEMENT	15
ARTICLEI-34 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	15
CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES.....	16
ARTICLE II-1 : LOCALISATION DES TRAVAUX	16
ARTICLE II-2 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	16
ARTICLE II-3 : PRESTATIONS A LA CHARGE DU MAITRE DE L'OUVRAGE	16
ARTICLE II-4 : INSTALLATION DU CHANTIER	17
ARTICLE II-5 : INCIDENTS ET ACCIDENTS DE CHANTIER.....	17
ARTICLE II-6 : LIAISONS ADMINISTRATIVES	17
ARTICLE II-7 : LIAISONS TECHNIQUES	17
ARTICLE II-8 : AGREMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT	18
ARTICLE II-9 : MATERIEL DE CHANTIER.....	18
ARTICLE II-10 : ELECTRICITE - EAU	18
ARTICLE II-11 : HEBERGEMENT ET BUREAUX	18
ARTICLE II-12 : SERVICE MEDICAL DU CHANTIER	18
ARTICLE II-13 : SECURITE DU PERSONNEL	18
ARTICLE II-14 : REUNIONS DE COORDINATION - REUNIONS DE CHANTIER	19
CHAPITRE III - MODE DE REALISATION DES TRAVAUX	20
ARTICLE III-1 : CONNAISSANCE DES LIEUX.....	20
ARTICLE III-2 : RAPPORTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	20
ARTICLE III-3 : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	20
ARTICLE III-4 : ENTRETIEN DES OUVRAGES.....	22
ARTICLE III-5 : MALFAÇONS	22
CHAPITRE IV - MODE D'EVALUATION DES PRIX.....	23
ARTICLE IV-1 : MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX	23
ARTICLE IV-2 : DEFINITION DES PRIX	23
ARTICLE IV-3 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF	31

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE I-1 : OBJET DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet : Travaux d'entretien et réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages Garde de Sebou, El Kansera, Sidi Chahed, Sahla et Asfalou situés respectivement dans les provinces de Kenitra, Khémisset Moulay Yacoub et Taounate.

ARTICLE I-2 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre de prix en application des dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE I-3 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ ISSU DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES

Les pièces constitutives du marché issu du présent appel d'offres sont :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix détail estimatif ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Travaux (C.C.A.G-T).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE I-4 : TEXTES GÉNÉRAUX RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES

Le titulaire du marché issu du présent appel d'offres est soumis aux dispositions des textes suivants :

1. L'arrêté portant organisation financière et comptable **des agences des bassins hydrauliques** no2-11O4/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
2. Le Décret n° 2.12.349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux **marchés publics**,
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux **marchés de travaux** exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016).
4. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux **avances** en matière de marchés publics ;
5. **Code général des impôts** ;
6. Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au **code du travail**,
7. Circulaire n°72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du Dahir n° 1.56.211 du 211 du 11 décembre 1956 relatif aux **garanties pécuniaires exigées** des soumissionnaires ou adjudicataires de marchés publics,
8. L'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de **révision des prix** des marchés publics,

9. Le dahir du 19 Février 2015 relatif au **nantissement**, tel qu'il a été modifié et complété,
10. Le décret n ° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les **délais de paiements et les intérêts moratoires** relatif aux commandes publiques ;
11. Les Dahirs du 25 Juin 72, des 15 Mars et 21 Mai 1963 relatifs aux **accidents prévus par la législation du travail**.
12. Les normes AFNOR,ASTM n°C39 - C943- C192 - C470 et Marocaines.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n°2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le titulaire devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le titulaire se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le titulaire devra se conformer au plus récent d'entre eux.

ARTICLE I-5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement des travaux, objet du marché précité. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE I-6 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution pour l'ensemble des travaux est fixé à **huit (8) mois** à partir de la date de commencement figurée sur l'ordre de service de commencement des travaux.

Pour pouvoir être pris en considération, les arrêts de chantier dus en cas de force majeure ou d'intempéries rendant impossibles la réalisation des travaux ou affectant la qualité des travaux, devront être signalés dans les 48 heures au maître d'ouvrage et ce conformément à l'article 48 du CCAGT. Le délai d'exécution est suspendu du nombre de journées d'intempéries où il est constaté que l'entreprise ne pourrait effectuer aucun autre travail.

ARTICLE I-7 : PENALITES POUR RETARD

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-Travaux. A défaut d'avoir terminé les travaux dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant du marché issu du présent appel d'offres modifié ou complété éventuellement par les avenants. Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché issu du présent appel d'offres. Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché précité modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché issu du présent appel d'offres après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-Travaux.

ARTICLE I-8 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **Vingt-deux Mille et cinq cents Dirhams (22 500,00 Dirhams)**. Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du C.C.A.G. Travaux.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché issu du présent appel d'offres selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG travaux. Le montant du cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3 %) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres. Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du marché précité, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application des articles 79 et 80 du CCAG Travaux, ou la caution, qui le remplace, est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2 du CCAG applicable.

ARTICLE I-9 : REVISION DES PRIX

Le marché issu du présent appel d'offres des travaux objet de cet appel d'offres est passé à prix révisables conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics .

Si pendant le délai contractuel, des variations sont constatées dans la valeur des index de références, les prix du marché issu du présent appel d'offres sont révisés par application de la formule ci-dessous.

$$\frac{P}{P_0} = \left(0.15 + 0.50 * \frac{S_1(1+ChTp)}{S_{10}(1+ChTp_0)} + 0.25 * \frac{M_{tn}}{M_{tn0}} + 0.1 * \frac{G}{G_0} \right) \left\{ \frac{100+T}{100+T_0} \right\}$$

Dans laquelle :

"P" est le montant hors taxes révisé de la prestation considérée.

"P₀" est le montant initial hors taxes de cette même prestation.

Les index "S₁", "G", "ChTp", etc ... sont ceux de la liste des index de matériaux de construction publiés chaque mois par le Ministère de l'Equipeement, conformément aux dispositions de la circulaire 5.038 TP. du 09 DECEMBRE 1953, et des circulaires qui l'ont modifiée ou complétée, notamment les circulaires 5.038 TP. bis (IB.3.087) du 20 JUIN 1960, 6.011 TP du 02 MARS 1962 et §B 3/7 du 22 FEVRIER 1972.

Les indices "o" représentent la valeur de ces mêmes index représentatifs des salaires et fournitures du mois N de la remise des offres.

Les index publiés par le Ministère de l'Équipement sont établis hors taxe, droits de douanes compris pour les produits importés.

Les prix sont révisés au mois d'exécution des travaux. Toutefois, à l'établissement d'un décompte, les prix sont révisés provisoirement par l'application des derniers indices connus. La régularisation des révisions se fera au fur et à mesure de l'apparition des index correspondant au mois d'exécution des travaux.

Le résultat final du coefficient de révision des prix est arrêté à la quatrième décimale.

La définition de chacun des index de la formule de révision ci-dessus est donnée ci-après :

S ₁	: Index officiel des salaires ;
ChTp	: Index des charges sociales ;
Mtn	: Index Transport par route ;
G	: Index Gas-oil ;

La révision des prix sera appliquée aux travaux qui restent à exécuter à partir de la date de variation des index constatée par les décisions prises à cet effet par le ministre chargé de l'équipement.

ARTICLE I-10 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage s'assure en présence du titulaire de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché issu du présent appel d'offres et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché issu du présent appel d'offres, le titulaire procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE I-11 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze mois** (12 mois) à partir de la date de la réception provisoire objet de l'article précédent.

Pendant cette période, le titulaire demeure responsable des équipements entretenus ou réparés, il est tenu de les entretenir à ses frais conformément à l'article 75 du CCAGT.

ARTICLE I-12 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie, soit douze mois après la réception provisoire sous réserve que le titulaire ait satisfait à toutes les notifications qui lui auraient été adressées pendant la durée du délai de garantie.

Dans le cas contraire, les obligations du titulaire se prolongeront jusqu'à ce que les travaux objet du marché issu du présent appel d'offres aient été mis en état de réception définitive. Les conditions de réception définitive seront conformes à article 76 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-13 : RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie à prélever sur les décomptes provisoires est de 10% (dix pour cent) du montant de chaque acompte.

Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint 7% (sept pour cent) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres augmenté le cas échéant, des montants des avenants.

Elle pourra être cautionnée dans les conditions prévues dans l'article 64 du C.C.A.G-T.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée, ou la caution qui la remplace est libérée, selon les dispositions de l'article 19 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-14 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge du titulaire.

ARTICLE I-15 : DOMICILE DU TITULAIRE

Toutes les correspondances relatives au marché issu du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile du titulaire indiqué au niveau de son acte d'engagement. En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE I-16 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Les pièces à mettre à la disposition du titulaire sont celles prévues à l'article 13 du CCAG-T.

ARTICLE I-17 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du marché issu du présent appel d'offres, sera opérée par les soins du Mr. Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou ;
- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché issu du présent appel d'offres ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 Février 2015, est Mr. Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou ;
- Les paiements prévus au marché issu du présent appel d'offres seront effectués par le Trésorier Payeur de l'agence du bassin hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire.

Le Maître d'Ouvrage délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché issu du présent appel d'offres portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché précité et de « l'exemplaire unique » remis au titulaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE I-18 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché issu du présent appel d'offres, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le titulaire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE I-19 : RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 159 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 69, 79 et 80 du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire en raison de ses fautes ou infractions. Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans autorisation de continuer l'activité ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché précité suivant les procédures de résiliation dudit marché. Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE I-20 : PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les plans ou tous documents émanant du titulaire, deviennent, dès leur acceptation, propriété du maître de l'ouvrage. Le titulaire, conformément à l'article 26 du C.C.A.G-T, devra garantir formellement le maître de l'ouvrage contre tout recours en matière de propriété industrielle, brevets, licences, marques ou applications déposées...etc., concernant l'exécution de ces prestations, en application de l'article 26 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-21 : SOUS TRAITANCE

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;

- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché issu du présent appel d'offres ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché issu du présent appel d'offres ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché précité. Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché issu du présent appel d'offres tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE I-22 : CESSION DU MARCHÉ - INTERRUPTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 27 du C.C.A.G-T la cession du marché issu du présent appel d'offres est interdite sauf dans les cas de cession de la totalité ou d'une partie du patrimoine de l'entreprise titulaire à l'occasion d'une fusion ou d'une scission. Dans ce cas le marché issu du présent appel d'offres ne peut être cédé que sur autorisation expresse du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou. Sur la base de cette autorisation, un avenant doit être conclu. Les cessions doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues dans les articles du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité.

ARTICLE I-23 : ASSURANCE

Le titulaire, doit, avant tout commencement des travaux, adresser au Maître d'Ouvrage, une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché issu du présent appel d'offres conformément à l'article 25 du C.C.A.G-T.

Aucun paiement ne sera effectué tant que le titulaire n'aura pas rempli ces obligations et fourni les attestations énumérées dans l'article précité.

ARTICLE I-24 : AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Conformément à l'article 57 du C.C.A.G-T, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des travaux faisant l'objet du marché issu du présent appel d'offres, tant que l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché précité n'excède pas dix pour cent (10%) de la masse initiale des travaux. Le titulaire est censé connaître parfaitement, en cas d'augmentation dans la masse des travaux, les dispositions des paragraphes indiquées dans l'article 57 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-25 : DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Conformément à l'article 58 du C.C.A.G-T, le titulaire ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution dans la masse des travaux n'excède pas vingt-cinq pour cent (25%) la masse initiale desdits travaux.

ARTICLE I-26 : CHANGEMENT DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF

Conformément à l'article 59 du C.C.A.G-T et en cas de modifications des quantités relatives à un ou plusieurs prix unitaires du détail estimatif, en raison de sujétions techniques, surestimation ou sous-estimation desdites quantifiés, le titulaire doit poursuivre l'exécution des travaux. Toutefois, le titulaire est tenu d'aviser, par écrit, le maître d'ouvrage lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- La variation des quantités relatives à un ou plusieurs prix unitaires du détail estimatif dépasse en plus ou en moins cinquante pour cent (50%) de celle prévue initialement dans le détail estimatif ;
- le montant correspondant à la nouvelle quantité des travaux réellement exécutés, du fait de cette variation, représente plus de dix pour cent (10%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE I-27 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, notamment son alinéa 2 et en cas de survenance d'un événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadans 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, le titulaire a droit à une augmentation raisonnable du délai d'exécution.

Par cas de force majeure, il y a lieu d'entendre toutes les circonstances de caractère extraordinaire (insurmontable et imprévisible) que les deux parties ne pouvaient prévoir au cours de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Les cas de Force Majeure comprenant notamment :

- Les tremblements de terre dont l'intensité sur le site est 7 degré sur l'échelle de Richter ;
- La neige d'une épaisseur dépassant 20 cm ;
- Des précipitations de pluie dépassant 100 mm ;
- Le vent d'une vitesse dépassant 150km/h.

La partie qui invoquera les circonstances considérées comme cas de force majeure devra en informer, immédiatement par lettre recommandée au plus tard 7 jours après leur parution, l'autre partie, en précisant la date où commencent ces circonstances et la date où elles finissent.

A l'apparition de telle circonstance, le M.O et le titulaire conviendront de toutes les mesures adéquates à prendre. Les délais d'exécution du marché issu du présent appel d'offres seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeure.

ARTICLE I-28 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

Le titulaire s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-Travaux.

ARTICLE I-29 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DE LA MAIN D'OEUVRE

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions de l'article 23 du CCAG-Travaux.

ARTICLE I-30 : CARACTERE GENERAL DES PRIX

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix unitaires ou forfaitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché issu du présent appel d'offres.

Les prix du marché issu du présent appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE I-31 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application de l'article 168 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics. Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE I-32 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Si le marché issu du présent appel d'offres est attribué à une entreprise étrangère non résidente au Maroc, une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des travaux réalisés au Maroc dans le cadre du marché précité. Cependant, le titulaire peut opter pour une imposition forfaitaire au taux de huit pour cent (8 %) sur le montant hors TVA dans les conditions prévues à l'article 16 du Code général des Impôts.

ARTICLEI-33 : MODE DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé au titulaire après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, attachements, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage. Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire indiqué au niveau de son acte d'engagement.

ARTICLEI-34 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché issu du présent appel d'offres. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché précité et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

En outre, le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché issu du présent appel d'offres et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession.

CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE II-1 : LOCALISATION DES TRAVAUX

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet les travaux d'entretien et réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages situés dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Les barrages concernés sont donnés dans le tableau ci-après :

<i>Barrage</i>	<i>Province</i>
Garde de Sebou	Kénitra
El Kansera	Khémisset
Sidi Chahed	Moulay Yaacoub
Sahla	Taounate
Asfalou	

ARTICLE II-2 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à exécuter au titre du marché issu du présent appel d'offres consistent en la réalisation des travaux d'entretien et réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages, à savoir :

<i>Barrage</i>	<i>Description</i>
Garde de Sebou	<ul style="list-style-type: none">▪ Changement des tiges et les joints d'étanchéité des deux vérins du clapet sur la vanne n°3.
El Kansera	<ul style="list-style-type: none">▪ Réparation du système de refoulement d'air au puit de la chambre des vannes.
Sidi Chahed	<ul style="list-style-type: none">▪ Peinture de la partie corrodée de la conduite de la prise d'AEP ;▪ Peinture et changement de l'étanchéité d'une vanne de garde de la prise AEP ;▪ Renouvellement du tronçon piqué de la conduite d'alimentation en eau brute ;▪ Renouvellement du collecteur de la conduite de la prise AEP ;▪ Peinture des conduites métalliques des by-pass ;
Sahla	<ul style="list-style-type: none">▪ Découpage subaquatique de la plaque visible obturant la conduite RD du pertuis de la vidange de demi-fond.
Asfalou	<ul style="list-style-type: none">▪ Réparation de l'étanchéité du vérin de la vanne de garde de la vidange de fond.

ARTICLE II-3 : PRESTATIONS A LA CHARGE DU MAITRE DE L'OUVRAGE

L'autorisation d'occupation temporaire des lieux de dépôt du matériel et matériaux ainsi que l'utilisation des zones d'accès de servitude sera à la charge du maître d'ouvrage. L'attention du titulaire est attirée sur l'obligation de réduire la surface occupée au strict minimum nécessaire au bon fonctionnement du chantier.

ARTICLE II-4 : INSTALLATION DU CHANTIER

Le titulaire soumettra au MO le projet de ses installations de chantier ainsi qu'un programme de réalisation des travaux dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement des travaux.

L'installation de chantier et le repliement des installations ainsi que la remise en état des terrains occupés par ces installations seront à la charge du titulaire. Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne gêner en rien l'accès aux propriétés riveraines.

Le titulaire fera son affaire pour l'amenée et le repliement du matériel et matériaux de construction, le logement de son personnel, la remise en état des travaux qui doit se faire avant tout repliement des installations de chantier. Cette remise en état des lieux comprend nettoyage des lieux, dégagement des matériaux ou matériel non utilisés etc. La réception provisoire des travaux ne sera, en aucun cas prononcée, qu'après la remise en état des lieux.

Tous les frais relatifs à l'installation du chantier sont réputés inclus dans les prix du bordereau.

ARTICLE II-5 : INCIDENTS ET ACCIDENTS DE CHANTIER

Tout incident technique ou résultat paraissant particulièrement important devra être immédiatement communiqué au maître d'ouvrage. Pour les incidents entraînant l'interruption des travaux en cours, le titulaire devra avertir le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais et d'une manière aussi détaillée et complète que possible. Tout accident présentant un aspect de gravité devra être immédiatement communiqué au maître d'ouvrage.

ARTICLE II-6 : LIAISONS ADMINISTRATIVES

Elles seront effectuées avec le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès. Le titulaire est tenu d'utiliser la langue française pour la correspondance, pour tous documents qu'il fournira à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, le système métrique sera utilisé.

Les plans, notes et correspondances seront établis sur format normalisé. Dans l'accomplissement des prestations qui lui sont confiées, le contractant ne sera en aucune façon autorisé à se substituer à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services intérieurs. Son rôle se bornera à donner des conseils qu'il appartiendra ensuite à l'Agence de transformer à ses convenances en décisions ou ordres d'exécution.

ARTICLE II-7 : LIAISONS TECHNIQUES

Les liaisons techniques seront effectuées avec un représentant de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, chargé de la direction des travaux, objet du marché issu du présent appel d'offres et désigné par le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

ARTICLE II-8 : AGREMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

Le personnel d'encadrement du chantier est clairement précisé dans le mémoire technique de démarrage. Si le Maître d'ouvrage considère que, pour incompétence constatée au cours de l'exercice de la fonction ou comportement incompatible avec la responsabilité qui lui est confiée, un cadre parmi le personnel de maîtrise et notamment le directeur des travaux, ne doit plus faire partie de l'encadrement du chantier, la notification en est faite au titulaire qui doit procéder à son remplacement dans un délai d'un mois au maximum.

Les curriculum vitae du personnel de remplacement, accompagnés des lettres de référence des Maîtres d'œuvre, doivent accompagner la demande d'agrément correspondante. Il est rappelé que tout le personnel d'encadrement présent sur le chantier doit être agréé par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE II-9 : MATERIEL DE CHANTIER

Tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux et à l'exploitation des cantonnements et des installations générales est fourni par le titulaire qui est tenu de l'entretenir, de le réparer et de le remettre en état par ses soins et à ses frais. La liste du matériel fourni par le titulaire dans le mémoire technique n'est pas limitative et il ne peut élever aucune réclamation si, en cours de travaux, il est amené à modifier ou à compléter ce matériel. Si, pour une raison quelconque, le titulaire désire retirer du chantier une partie du matériel avant l'achèvement des travaux auxquels il est destiné, il ne peut le faire qu'avec l'accord écrit du Maître d'ouvrage, cet accord laissant toutefois au titulaire la responsabilité et les conséquences de ce retrait.

ARTICLE II-10 : ELECTRICITE - EAU

Le titulaire fera son affaire de l'alimentation en eau et en électricité du chantier. Il ne pourra réclamer aucune indemnité à ce titre.

ARTICLE II-11 : HEBERGEMENT ET BUREAUX

Le titulaire fera son affaire en ce qui concerne l'hébergement de son personnel et les bureaux de ses services. Il doit construire ou louer et équiper à proximité du chantier une salle de réunion. Le titulaire assure à ses frais le gardiennage des différents chantiers et des cités et la protection contre l'incendie.

ARTICLE II-12 : SERVICE MEDICAL DU CHANTIER

Le titulaire a à sa charge le service médical du chantier dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE II-13 : SECURITE DU PERSONNEL

Pendant toute la durée du chantier, le titulaire est tenu de prendre, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures particulières de sécurité qui sont nécessaires eu égard à la nature de ses propres travaux, des matières qu'il emploie et aux dangers que celles-ci comportent ainsi que toutes les mesures communes de sécurité (hygiène, prévention des accidents, médecine du travail, premiers secours ou soins aux accidentés et malades, protection contre l'incendie, dangers d'origine électrique, etc.). En conséquence, il appartient au titulaire de donner l'instruction nécessaire à son personnel et de lui prescrire les consignes à observer.

Il doit efficacement assurer :

- La sécurité de son propre personnel, des agents du Maître d'Ouvrage et des tiers,
- Toutes les mesures de sécurité mentionnées plus haut,
- La sécurité des installations.

Dans le cadre de la sécurité et au titre de la prévention des accidents, le titulaire doit prendre notamment toutes les mesures utiles et efficaces concernant la circulation et le stationnement sur l'ensemble du chantier, les dispositifs d'alarme, la protection contre les chutes de matériaux ou autres, la protection individuelle (casques, gants, bottes, lunettes, etc.), le secourisme, l'hygiène et la propreté, etc.

Le titulaire doit fournir à tout son personnel les casques de protection, les bottes, les cirés, les gants et doit rendre le port du casque obligatoire. Le titulaire doit assurer la sécurité des ouvriers.

Il est à signaler que les travaux objet du marché issu du présent appel d'offres concernant des travaux qui s'exécutent généralement en hauteur ou dans des zones à haut risque de chute ce qui expose la vie des personnes y travaillant à des dangers. Aussi, le titulaire est censé mettre à la disposition de son personnel tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et leur sécurité.

Le MO se réserve le droit d'arrêter les travaux si les mesures de sécurité ne sont pas prises par le titulaire.

ARTICLE II-14 : REUNIONS DE COORDINATION - REUNIONS DE CHANTIER

Des réunions de coordination sont tenues à la diligence du Maître d'ouvrage, en principe tous les mois pour examiner l'avancement des travaux et les mesures nécessaires pour faire respecter l'échéancier du projet. Les comptes rendus des réunions sont établis par le Maître d'ouvrage. Ils sont soumis pour approbation à la réunion suivante. En plus des réunions mensuelles, des réunions hebdomadaires, appelées réunion de chantier, sont tenues une fois par semaine pour régler les problèmes courant de chantier. Elles font l'objet d'un compte rendu établi séance tenante, signé conjointement par le titulaire et par le Maître d'ouvrage. Les comptes rendus des réunions mensuelles et des réunions de chantier ont un caractère contractuel.

CHAPITRE III - MODE DE REALISATION DES TRAVAUX

ARTICLE III-1 : CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est censé avoir une parfaite connaissance des lieux, des difficultés et des sujétions résultant des conditions du site ainsi que l'emplacement et la nature des travaux à exécuter. Le titulaire ne pourra en aucun cas formuler de réclamation basée sur une reconnaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution des travaux objet du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE III-2 : RAPPORTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire soumettra au MO :

- Au démarrage des travaux dix (10) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement des travaux, le mémoire technique détaillé d'exécution des travaux en trois exemplaires et sur support informatique,
- Après l'achèvement des travaux et avant la réception provisoire des travaux, le rapport détaillé en 3 exemplaires et sur support informatique, comprenant :
 - Synthèse des travaux réalisés,
 - Un album photo (en couleur) commenté avant et après travaux,
 - Les moyens humain et matériel utilisés dans le chantier,
 - L'organisation du chantier,
 - Les difficultés rencontrées dans le chantier,
 - Les plans électromécaniques des travaux réalisés ainsi que les fiches techniques du matériel installé.

ARTICLE III-3 : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

D'une manière générale, le titulaire s'engage à assurer l'exécution des travaux objet du marché issu du présent appel d'offres, conformément aux normes en vigueur et selon les règles de l'art.

Le titulaire est tenu d'assurer, par ses propres moyens (groupes électrogènes ou pompes par exemple), l'approvisionnement en énergie électrique et en eau industrielle pour la réalisation des travaux objet du marché issu du présent appel d'offres.

Il est à signaler que pour des conditions de sécurité et pour éviter tout incident grave, le titulaire est tenu de réaliser les prestations d'entretien demandées avec une assistance technique des services du MO et de l'équipe d'exploitation du barrage afin de mener à bien les travaux jusqu'à leur achèvement.

Si au cours de l'exécution des travaux, le titulaire constate qu'il y a un défaut sur les équipements hydro-électromécaniques il doit le signaler au MO dans les plus brefs délais et ce avant de commencer les travaux de réparation y afférents. A défaut, le titulaire serait responsable des anomalies décelées au moment de la réception des travaux par le MO.

1. FOURNITURES DES EQUIPEMENTS HYDRO-ELECTROMECHANQUES OU ELECTRIQUES

Pour les fournitures des équipements hydro-électromécaniques ou électriques nécessaires pour l'exécution des travaux objet du marché issu du présent Appel d'Offres, le titulaire doit

livrer un matériel de bonne marque et certifié. Tous les travaux de mise en place de ces équipements répondre aux normes en vigueur et aux spécifications techniques usuelles dans les domaines d'électromécanique et hydromécanique.

Avant d'entamer les travaux de mise en place du matériel, le titulaire est tenu d'adresser au MO, pour agrément, des fiches techniques du matériel préconisé avec des certificats de conformité ainsi que les plans d'exécution de chaque installation.

Aucun paiement ne sera effectué en l'absence des fiches du matériel installé et des certificats de conformité exigées par le MO.

2. TRAVAUX ELECTRIQUES

En ce qui concerne les travaux électriques à réaliser par le titulaire, ils devront répondre aux normes en vigueur et aux spécifications techniques usuelles dans le domaine de l'électricité. Le titulaire doit procéder à une bonne mise en place d'appareillages électriques de bonne marque et assurer une meilleure mise en œuvre des raccordements.

Le titulaire est tenu d'adresser au MO, pour agrément et pour chaque appareil électrique, une fiche technique du matériel à mettre en place (avec des certificats de conformité de l'appareillage).

Aucun paiement ne sera effectué en l'absence des fiches du matériel installé et des certificats de conformité exigées par le MO.

Tous le matériels, fournitures et accessoires divers fournis par le contractant seront neufs et de première qualité, construits suivant les règles de l'art et répondent aux derniers progrès de la technique, de manière à présenter en exploitation les meilleures garanties de sécurité et de fonctionnement.

3. TRAVAUX DES SYSTEMES D'ETANCHEITE DES VANNES

D'une manière générale, le démontage et le changement des joints d'étanchéité doivent se faire conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur.

Les caractéristiques des joints à mettre en place doivent être de bonne qualité et identiques à celles des anciens joints (matière, résistance, ...). Le titulaire doit utiliser tous les documents bons pour exécution existants aux barrages ou à la Direction des Aménagements Hydrauliques à Rabat et faire toutes les investigations nécessaires afin s'assurer de l'exactitude des dimensions et caractéristiques des joints à changer, y compris boulonnerie de fixation des étanchéités des vannes

Il est à préciser que les travaux de pose des systèmes d'étanchéité des vannes doivent être suivis par des essais en charge effectués en présence du MO pour s'assurer de leur efficacité. Les résultats des essais doivent être concluants.

4. TRAVAUX DE PEINTURE

La peinture à appliquer doit être compatible avec la peinture existante et doit répondre aux exigences suivantes :

- Une très longue durabilité,
- Une meilleure tenue de teinte,
- Une bonne résistance aux intempéries.

Avant d'entamer les travaux de peinture, le titulaire est tenu d'adresser au MO pour agrément, une fiche de définition et d'utilisation de la peinture préconisée pour chaque équipement ainsi que la granulométrie du sable utilisé en cas de sablage.

En cas de sablage, toutes les armoires électriques, les fins de courses, les vérins ainsi que tout équipement sensible à la poussière doit être protégés contre la poussière.

A la fin de chantier, le nettoyage final des lieux doit être entrepris par le titulaire avant le repliement du matériel.

5. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les caractéristiques géométriques du matériel à entretenir dont une partie est indiquée dans le présent marché sont indicatives et non limitatives. Le titulaire est tenu de consulter les documents et plans qui sont disponibles au barrage ou à la Direction des Aménagements Hydraulique à Rabat. En cas de non disponibilité de ces documents, il est tenu de faire les investigations nécessaires sur place afin d'exécuter les travaux objet du marché précité.

En cas de différence constatée entre les caractéristiques des équipements demandées par le marché issu de cet appel d'offres et celles de l'équipement ou matériel installé, le titulaire doit aviser le MO avant tout approvisionnement ou installation du matériel ou équipements objet dudit marché.

ARTICLE III-4 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire sera entièrement responsable du maintien en bon état des ouvrages, des installations provisoires, matériaux, matériel de construction et tout autre apportés sur le chantier par le titulaire en vue de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

En cas de pertes, dommages ou avaries qu'elle que soit la cause (en dehors des cas de forces majeures dégageant la responsabilité du titulaire définis ci-après), il devra à ses frais procéder aux réparations et aux remises en état correspondantes, afin d'assurer en fin des travaux la livraison des ouvrages en bonnes conditions avec les dispositions du marché issu du présent appel d'offres et les instructions du Maître d'Ouvrage .

Le titulaire est responsable des travaux de réfection qui se révéleraient nécessaires pendant le délai de garantie et qui résulteraient des défauts des matériaux mis en œuvre ou d'une mauvaise exécution des travaux.

Le titulaire est tenu d'entreprendre toutes les réparations qui pourraient s'avérer nécessaires et en particulier celles qui lui seraient prescrites par le Maître d'Ouvrage. S'il ne se conforme pas à ces prescriptions, le Maître d'Ouvrage pourra les faire exécuter aux frais du titulaire après mise en demeure par lettre recommandée.

Les obligations ainsi imposées se prolongent s'il est nécessaire au-delà du terme jusqu'à ce que les ouvrages aient été en état de réception définitive.

ARTICLE III-5 : MALFAÇONS

Si des malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge du titulaire. Si ces réfections entraînent des dépenses pour d'autres corps d'état, ces dépenses seront également à la charge du titulaire.

CHAPITRE IV - MODE D'EVALUATION DES PRIX

ARTICLE IV-1 : MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX

Le titulaire reconnaît que les prix unitaires du bordereau, avec l'application des prescriptions du présent document, permettent de le rémunérer intégralement pour l'ensemble des travaux prévus au marché issu du présent appel d'offres.

Les prix du marché issu du présent appel d'offres comprennent :

- les dépenses résultantes des installations de chantier nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage ainsi que les frais de repliement du chantier et de remise en état des lieux.
- tous les frais de transport à pied d'œuvre,
- tous les frais de main d'œuvre et frais afférents, charges sociales, indemnités de toute nature, prime, frais de déplacement et de transport,
- les frais de piquetage d'outillage et du matériel.
- les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant au titulaire,
- l'installation provisoire de toutes natures nécessaires à l'exécution des travaux y compris les terrassements, dragages et pompages éventuels, les batardeaux, les échafaudages, les passerelles, le blindage, étalement, calage et coffrage de toute nature ainsi que les frais de repliement et d'évacuation en fin de chantier avec remise en état des lieux,
- les frais d'essais des matériaux et fournitures en usine et les essais de réception et de contrôle sur chantier après mise en place. Ces derniers seront réalisés à la demande du MO et par un laboratoire proposé par le titulaire et approuvé par le MO,
- les frais d'assistance technique sur chantier ou d'intervention de spécialisation appelée par le titulaire pour la réalisation ou le contrôle de certaines opérations,
- les frais d'assurance, l'indemnisation des dommages causés aux tiers par le titulaire,
- toutes les dépenses que le titulaire peut avoir à engager pour satisfaire aux mesures de police et de sécurité et en général toutes frais accessoires (éclairage, signalisation, etc).
- les frais résultant des dégâts aux chemins, du maintien de la circulation sur les routes et chemins des accès des propriétés privées et de leur clôture, de l'écoulement des eaux pluviales et ménagères ainsi que l'évacuation ou l'épuisement des venues d'eau souterraine,
- toutes les difficultés que le titulaire pourrait rencontrer pendant l'exécution des travaux et qui étaient prévisibles à la date de la soumission, et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont les conséquences nécessaires et directes du travail.

Tous les travaux seront réglés d'après les quantités réellement exécutées aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix formant détail estimatif. Les prix qui sont définis dans le bordereau des prix formant détail estimatif comprennent toutes les sujétions indiquées dans le marché issu du présent appel d'offres ainsi que celles qui résultent de l'exécution des travaux selon les règles de l'art.

ARTICLE IV-2 : DEFINITION DES PRIX

Les prix seront rémunérés suivant le bordereau des prix formant détail estimatif en précisant que les prix qui y sont définis comprennent toutes les sujétions indiquées dans le marché issu du présent appel d'offres ainsi que celles qui résultent de l'exécution des travaux selon les règles de l'art y compris les frais d'installation du chantier.

1. Barrage Garde de Sebou

Prix 1.1 : Changement de la tige et l'étanchéité du vérin du clapet sur la vanne n°3

Ce prix rémunère, à l'unité du vérin, le démontage du vérin, la fourniture et le changement de sa tige et de tous ses joints d'étanchéité : joints piston, calles des joints, racleur, arrêt d'huile du vérin manœuvrant le clapet sur la vanne n°3, selon les spécifications techniques du vérin hydraulique ci-après, et le montage dudit vérin. Ces travaux doivent s'exécuter conformément au guide d'entretien ordinaire disponible au barrage.

Spécifications techniques du vérin hydraulique :

- Type : Vérin simple effet ;
- Pression d'essai : 240 bar ;
- Pression nominale : 160 bar ;
- Course : 1325 mm ;
- Effort nominal : 322 KN ;
- Diamètre piston/tige : 160/90 mm ;
- Vitesse de déplacement : 0.2-0.4 m/min ;
- Types de matériaux : - Fe 52.1 UNI 663 (Corps),
- Fe 5108 UNI 7070 (Piston),
- C45TF UNI 7874 (Tige).

Pour plus de détails relatifs aux caractéristiques techniques des vérins de manœuvre des vannes, il convient de se référer au plans n° : 3302117, 3002117, 3402066 et 3102067 qui sont disponibles à l'Agence, ou à défaut les plans disponibles dans les services de la Direction des Aménagements Hydrauliques à Rabat.

Les travaux consistent en :

- L'exécution des travaux de démontage et de remontage du vérin pour entretien. Le titulaire doit prendre les dispositions nécessaires afin d'éviter l'affectation de la circulation normale des utilisateurs de la route provinciale P4238 (qui relie entre la route nationale N1 et la route de Moulay Bousselham P4201). Un système de signalisation est à mettre en place par le Titulaire afin d'assurer la sécurité et la circulation des utilisateurs de la route susmentionnée.
- La fourniture et changement de la tige par une autre similaire de mêmes caractéristiques.
- L'application d'une peinture au revêtement du cylindre, et ce, en respectant les procédures décrites au prix 3.5 ci-après ;
- La fourniture et la mise en place des nouveaux joints d'étanchéité du vérin ;
- La réalisation des essais de bon fonctionnement au niveau d'un atelier spécialisé, équipé des bancs d'essais, tout en examinant les caractéristiques techniques cités ci-dessus et la fourniture des certificats des essais. Ces essais doivent être déroulés en présence de 2 représentants de l'Agence. Les frais de séjour (hébergement et restauration) ainsi que du transport de ces représentants durant la durée des essais sont à la charge du Titulaire ;
- La réalisation des essais de bon fonctionnement au barrage après la mise en service du vérin.

Avant le début des opérations de maintenance des vérins, le titulaire est tenu de présenter au MO une note descriptive de la cinématique des procédures de montage, de transport et de remontages desdits vérins ainsi que celles de la réalisation des essais.

L'attention du Titulaire est attirée à respecter les mesures de sécurité des personnes lors l'exécution des essais en atelier.

2. Barrage El Kansera

Prix 2.1 : Réparation du système de refoulement d'air au puits de la chambre des vannes

Ce prix rémunère, au forfait, les travaux de réparation du système de refoulement d'air au puits de chambre des vannes de la vidange de fond. Ces travaux comprennent :

- Réparation et peinture de la structure métallique du système de ventilation y compris les supports du moteur et ventilateur ;
- Fourniture et installation d'un moteur électrique de puissance 1.5kw de caractéristiques similaires à l'existant y compris le système de transmission de puissance (Axes, poulies et courroies) ;
- Fourniture et remplacement du câble dégradé de même section ;
- Fourniture et remplacement du filtre dudit système ;
- Fourniture et remplacement du ventilateur dans le cas de son dégradation ;

Ce prix ne sera réglé qu'après avoir établi le bon fonctionnement dudit système.

3. Barrage Sidi Chahed

Prix 3.1 : Peinture et changement de l'étanchéité d'une vanne de garde de la prise AEP

Ce prix rémunère, à l'unité de vanne, la peinture de la vanne de garde de la prise AEP désignée par le MO et ses accessoires : brimbales, galets et le changement de fers plats et de la boulonnerie et les joints d'étanchéité.

La protection par peinture sera exécutée selon le procédé suivant :

- Préparation des surfaces par décapage des couches de peinture existantes par sablage y compris nettoyage et dépoussiérage du support avec protection des organes hydro-électromécaniques pour éviter leur endommagement par les grains de sable ;
- Rechargement par soudure et meulage des parties dégradées à l'aide d'électrodes appropriés ;
- Application d'une peinture primaire à base d'époxy zinc sur toutes les surfaces soit par brosse soit par pistolet avec un intervalle suffisant entre couches. L'épaisseur minimale de cette couche de peinture est au moins de 60 µm (Hempadur 15343 ou similaire) ;
- Application d'une couche de peinture intermédiaire à base d'époxy compatible avec la peinture existante. L'épaisseur minimale de cette couche est au moins de 80 µm (Hempadur 15553 rouge ou similaire) ;
- Application de deux couches de finition à base d'époxy ou polyuréthane compatible avec la peinture existante sur ces surfaces. L'épaisseur minimale de chaque couche est au moins de 140 µm (Hempadur 45141 ou similaire).

Les peintures doivent être type Hempel ou similaire. Les fiches techniques des peintures à appliquer doivent être transmises au MO pour approbation.

L'hydrométrie ne doit pas être supérieure à 80 % durant la période de préparation et d'application de peinture. Les temps de séchage préconisés par le fabricant doivent être respectés et chaque couche doit être de couleur différente.

Le titulaire doit disposer d'un appareil étalonné de mesures d'épaisseur de la peinture et de tout le matériel et matériaux nécessaires pour l'exécution des prestations rémunérées.

Aucune peinture ne sera mise en place avant la réception par le MO des travaux de préparation du support. Un procès-verbal, accompagné des photos des zones à traiter, devra être établi par le titulaire et remis au MO. Les mesures de chaque couche de peinture doivent être effectués en contradictoire avec le MO.

Pour la peinture de la vanne de garde (2m x 2.5m) des deux faces ayant les caractéristiques suivantes :

- Face amont (régulier : sous forme d'un rectangle),
- Face aval (irrégulier : présente des évidements de matières).

La manutention de la vanne devra se faire conformément aux instructions décrites au niveau du plan « cinéma de démontage des brimbales et vanne » disponible à l'Agence.

Ce prix rémunère également :

- Le démontage et le changement des joints d'étanchéité de ladite vanne. Ces joints doivent être de premier choix, d'une dureté de ≥ 70 shores. Ils doivent être validé par le MO ;
- La fourniture et le changement des fers plats de serrage existants par de l'identique en acier galvanisé à chaud, de la boulonnerie en inox ;
- Le remontage de ladite vanne et de tous ses accessoires nécessaires et sa remise en état de fonctionnement normal ;
- La réalisation des essais d'étanchéité. L'efficacité de son étanchéité ne doit donner un débit supérieur à 0.1 l/s/ml.

Prix 3.2 : Renouvellement du tronçon piqué de la conduite d'alimentation en eau brute

Ce prix rémunère, au forfait, les travaux de renouvellement du tronçon de la conduite d'alimentation en eau brute piqué en aval de la conduite de la prise d'AEP. Ces travaux comprennent :

- Le découpage du tronçon existant depuis la partie piquée au niveau de ladite conduite et depuis la partie inférieure enterré ;
- Fourniture et installation d'une conduite en acier galvanisée ($\varnothing 3''$, $l \approx 2$ ml, PN 16) équipé d'une vanne en inox et son joint de démontage en acier galvanisé à chaud, d'un coude $\frac{1}{4}$ de même caractéristiques et des brides à ses extrémités. Toute la boulonnerie doit être en acier galvanisé à chaud ou en inox ;
- La fourniture et la soudure de deux brides au niveau de chacune des parties découpées citées ci-haut ;

Ce prix comprend également la réalisation des essais non destructifs pour le contrôle de la qualité des soudures effectuées au niveau du tronçon à renouveler. Ce contrôle doit être réalisé par un agent certifié niveau 2 COFREND selon EN 471.

Les frais desdits essais sont à la charge du titulaire. Un rapport des résultats doit être transmis au MO. Dans le cas d'apparition d'une anomalie au niveau de la soudure, titulaire est tenue de la reprendre et de réaliser des essais à nouveau.

Prix 3.3 : Renouvellement du collecteur de la conduite de la prise AEP

Ce prix rémunère, au forfait, les travaux de renouvellement du collecteur de la conduite d'alimentation en eau brute piqué en aval de la conduite de la prise d'AEP. Ces travaux comprennent :

- Le découpage du collecteur existant depuis la partie piquée au niveau de ladite conduite ;
- Fourniture et installation des conduites en acier galvanisée à chaud de longueurs et dimensions similaires aux existants ;
- Fourniture et installation d'une vanne à opercule (Ø6", PN 16) et son joint de démontage et installation dans la partie amont du collecteur ;
- Installation de deux vannes à opercule (Ø4", PN 16) montés en parallèle à l'aval du collecteur ;
- La fourniture et la soudure des brides au niveau de la partie découpée citée ci-haut ;

Ce prix comprend également la réalisation des essais non destructifs pour le contrôle de la qualité des soudures effectuées au niveau du tronçon à renouveler. Ce contrôle doit être réalisé par un agent certifié niveau 2 COFREND selon EN 471.

Les frais desdits essais sont à la charge du titulaire. Un rapport des résultats doit être transmis au MO. Dans le cas d'apparition d'une anomalie au niveau de la soudure, titulaire est tenue de la reprendre et de réaliser des essais à nouveau.

Prix 3.4 : Peinture de la partie corrodée de la conduite de la prise AEP

Ce prix rémunère, au mètre carré, la peinture de la partie corrodée de la conduite de la prise AEP.

La protection par peinture sera exécutée selon le procédé suivant :

- Préparation des surfaces par décapage des couches de peinture existantes par sablage y compris nettoyage et dépoussiérage du support avec protection des organes hydromécaniques pour éviter leur endommagement par les grains de sable ;
- Métallisation au zinc pur par schoopisation épaisseur de 120 microns. La métallisation sera exécutée aussitôt après sablage et dépoussiérage des pièces. Les mesures d'épaisseur par alcomètre feront foi. Immédiatement après métallisation, il sera appliqué une couche de peinture bouche-pores dont la qualité sera définie en accord avec le MO ;
- Application d'une peinture primaire à base d'époxy zinc sur toutes les surfaces soit par brosse soit par pistolet avec un intervalle suffisant entre couches. L'épaisseur minimale de cette couche de peinture est au moins de 60 µm (Hempadur 15343 ou similaire) ;
- Application d'une couche de peinture intermédiaire à base d'époxy compatible avec la peinture existante. L'épaisseur minimale de cette couche est au moins de 80 µm (Hempadur 15553 rouge ou similaire) ;
- Application de deux couches de finition à base d'époxy ou polyuréthane compatible avec la peinture existante sur ces surfaces. L'épaisseur minimale de chaque couche est au moins de 140 µm (Hempadur 45141 ou similaire).

Les peintures doivent être type Hempel ou similaire. Les fiches techniques des peintures à appliquer doivent être transmises au MO pour approbation.

L'hydrométrie ne doit pas être supérieure à 80 % durant la période de préparation et d'application de peinture. Les temps de séchage préconisés par le fabricant doivent être respectés et chaque couche doit être de couleur différente.

Le titulaire doit disposer d'un appareil étalonné de mesures d'épaisseur de la peinture et de tout le matériel et matériaux nécessaires pour l'exécution des prestations rémunérées. Un échafaudage est nécessaire pour assurer l'accès à ladite prise qui est située en haut de la galerie circulaire d'accès aux vannes de VF.

Aucune peinture ne sera mise en place avant la réception par le MO des travaux de préparation du support. Un procès-verbal, accompagné des photos des zones à traiter, devra être établi par le titulaire et remis au MO. Les mesures de chaque couche de peinture doivent être effectués en contradictoire avec le MO.

Prix 3.5 : Peinture des conduites métalliques des by-pass

Ce prix rémunère, au mètre carré, la peinture des conduites métalliques des by-pass.

La protection par peinture sera exécutée selon le procédé suivant :

- Préparation des surfaces par décapage des couches de peinture existantes par sablage y compris nettoyage et dépoussiérage du support avec protection des organes hydromécaniques pour éviter leur endommagement par les grains de sable ;
- Soudage et meulage des parties attaquées par la corrosion ;
- Application d'une peinture primaire à base d'époxy zinc sur toutes les surfaces soit par brosse soit par pistolet avec un intervalle suffisant entre couches. L'épaisseur minimale de cette couche de peinture est au moins de 60 µm (Hempadur 15343 ou similaire) ;
- Application d'une couche de peinture intermédiaire à base d'époxy compatible avec la peinture existante. L'épaisseur minimale de cette couche est au moins de 80 µm (Hempadur 15553 rouge ou similaire) ;
- Application de deux couches de finition à base d'époxy ou polyuréthane compatible avec la peinture existante sur ces surfaces. L'épaisseur minimale de chaque couche est au moins de 140 µm (Hempadur 45141 ou similaire).

Les peintures doivent être type Hempel ou similaire. Les fiches techniques des peintures à appliquer doivent être transmises au MO pour approbation.

L'hydrométrie ne doit pas être supérieure à 80 % durant la période de préparation et d'application de peinture. Les temps de séchage préconisés par le fabricant doivent être respectés et chaque couche doit être de couleur différente.

Le titulaire doit disposer d'un appareil étalonné de mesures d'épaisseur de la peinture et de tout le matériel et matériaux nécessaires pour l'exécution des prestations rémunérées.

Aucune peinture ne sera mise en place avant la réception par le MO des travaux de préparation du support. Un procès-verbal, accompagné des photos des zones à traiter, devra être établi par le titulaire et remis au MO. Les mesures de chaque couche de peinture doivent être effectués en contradictoire avec le MO.

Il est à signaler que les chambres des by-pass sont humides. Le titulaire est tenu d'installer un système d'aération afin de réaliser ladite peinture selon les conditions susmentionnées.

4. Barrage Sahla

Prix 4.1 : Découpage subaquatique de la plaque obturant la conduite RD de la vidange de demi-fond

Ce prix rémunère, au forfait, les travaux de découpage subaquatique de la plaque d'acier visible (épaisseur 8mm) obturant la conduite DN800 rive droite de la vidange de demi-fond et remontage des morceaux découpés en surface et leur stockage dans les locaux administratifs.

Il est à signaler que les travaux d'investigation subaquatique ont montré l'existence d'une plaque coincée entre la grille de protection de la vidange de demi-fond rive droite située à l'amont du barrage et la vanne de garde du même pertuis.

Ces travaux doivent être réalisés quel que soit le niveau du plan de la retenue du barrage.

Les plongées subaquatiques doivent permettre de photographier l'état de la partie obturée de la conduite du pertuis précité avant et après la réalisation des travaux. Un rapport illustrant les anomalies constatées et les travaux effectués au niveau dudit pertuis doit être produit à la fin des travaux de découpage subaquatiques.

Le titulaire est tenu de démonter et remonter ladite grille pour pouvoir réaliser les travaux de découpage objet du présent prix.

5. Barrage Asfalou

Prix 5.1 : Réparation de l'étanchéité du vérin de la vanne de garde de la vidange de fond

Ce prix rémunère, au forfait, le démontage du vérin, la fourniture et le changement de tous ses joints d'étanchéité : piston, calles des joints, racleur, arrêt d'huile du vérin manœuvrant la vanne de garde de la vidange de fond...etc, selon les spécifications techniques du vérin hydraulique ci-après, et le montage du vérin de ladite vanne. Ces travaux doivent s'exécuter conformément au guide d'entretien ordinaire disponible au barrage.

Spécifications techniques du vérin hydraulique :

- | | |
|--------------------------|---|
| - Type | : Vérin simple effet articulé et suspendu ; |
| - Capacité | : 3680 KN à 162 bar ; |
| - Pression d'essai | : 243 bar ; |
| - Pression d'utilisation | : 162 bar ; |
| - Course | : 6380 mm ; |
| - Poids | : 8430 Kg ; |
| - Effort nominal | : 3680 KN ; |
| - Diamètre piston/tige | : 570/190 mm ; |
| - Vitesse de déplacement | : 0.218 m/min ; |
| - Types de matériaux | : - Fe 510 UNI 7729 (Corps),
- EN 10025 S355J0 (Piston),
- C45TF UNI 7874 (Tige). |

Pour plus de détails relatifs aux caractéristiques techniques des vérins de manœuvre des vannes, il convient de se référer au plans n° : 3417243, 3417244, 3417245 et 3317251 qui sont disponibles à l'Agence, ou à défaut les plans disponibles dans les services de la Direction des Aménagements Hydrauliques à Rabat.

Les travaux consistent en :

- L'exécution des travaux de démontage et de remontage du vérin pour entretien. Le titulaire doit prendre les dispositions nécessaires afin d'éviter l'affectation de la circulation normale des utilisateurs de la route provinciale P5413 (qui relie entre Tahar Souk et Taineste).
Un système de signalisation est à mettre en place par le Titulaire afin d'assurer la sécurité et la circulation des utilisateurs de la route susmentionnée.
- La fourniture et la mise en place des nouveaux joints d'étanchéité du vérin de la vanne de garde.
- La réalisation des essais de bon fonctionnement au niveau d'un atelier spécialisé équipé des bancs d'essais tout en examinant les caractéristiques techniques cités ci-dessus et la fourniture des certificats des essais. Ces essais doivent être déroulés en présence de 2 représentants de l'Agence. Les frais de séjour (hébergement et restauration) ainsi que du transport de ces représentants durant la durée des essais sont à la charge du Titulaire.
- La réalisation des essais de bon fonctionnement au barrage après la mise en service du vérin.

L'attention du Titulaire est attirée à respecter les mesures de sécurité des personnes lors l'exécution des essais en atelier.

ARTICLE IV-3 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

Travaux d'entretien et réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages

N° Prix	Désignation des prestations	Unité	Qu	PU DH H.T	Prix Total DH H.T
	1. <u>Barrage Garde de Sebou</u>				
1.1	Changement de la tige et l'étanchéité du vérin du clapet sur la vanne n°3	U	2		
	2. <u>Barrage El Kansera</u>				
2.1	Réparation du système de refoulement d'air au puits de la chambre des vannes	F	1		
	3. <u>Barrage Sidi Chahed</u>				
3.1	Peinture et changement de l'étanchéité d'une vanne de garde de la prise AEP	U	2		
3.2	Renouvellement du tronçon piqué de la conduite d'alimentation en eau brute	F	1		
3.3	Renouvellement du collecteur de la conduite de la prise AEP	F	1		
3.4	Peinture de la partie corrodée de la conduite de la prise AEP	M²	390		
3.5	Peinture des conduites métalliques des by-pass	M²	70		
	4. <u>Barrage Sahla</u>				
4.1	Découpage subaquatique de la plaque obturant la conduite RD de la vidange de demi-fond	F	1		
	5. <u>Barrage Asfalou</u>				
5.1	Réparation de l'étanchéité du vérin de la vanne de garde de la vidange de fond	F	1		
				TOTAL (H.T)	
				TVA (20%)	
				TOTAL (TTC)	

Arrêté le présent bordereau des prix détail-estimatif à la somme TTC de

.....

.....

OBJET : TRAVAUX D'ENTRETIEN ET RÉPARATION DES ÉQUIPEMENTS HYDRO-ELECTROMECHANQUES DES BARRAGES

Pour un montant de

.....
.....TTC

DRESSE PAR

VERIFIE ET PRESENTE PAR

A Fès, le

Date :

LU ET ACCEPTE PAR LE TITULAIRE SOUSSIGNE

A Fès, le

WISE PAR

Le Contrôleur de l'Etat de l'Agence du Bassin
Hydraulique du Sebou

APPROUVE PAR

Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique
du Sebou

A Fès, le